



digital.union@sonapresse.com

# LE GAZOUILLIS...

L'actu du web

## Gabon-Commonwealth : entre enjeux et interrogations dans la presse

GM.NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

Le report du sommet du Commonwealth initialement prévu pour aujourd'hui au Rwanda, a été l'occasion, pour la presse internationale, de revenir sur la future adhésion du Gabon à cette grande communauté économique. Certes, diverses interrogations fusent sur les raisons de la candidature du Gabon à cette communauté. Plusieurs y voient des enjeux de développement considérables.

Financial Afrik s'est posé une question plusieurs fois apparue sur la toile, lors de la rencontre en mai dernier, entre le président Ali Bongo Ondimba et le Premier ministre britannique, Boris Johnson. "Gabon : pourquoi Ali Bongo veut-il adhérer au Commonwealth?". Dès l'entame de son article, le journal précise que "le pays symbole de la FrancAfrique durant des décennies sera le troisième membre non francophone à siéger au sein de l'organisation créée en 1949". Cependant, à travers la volonté du Gabon d'adhérer à cette com-



Photo: DRI/L'Union

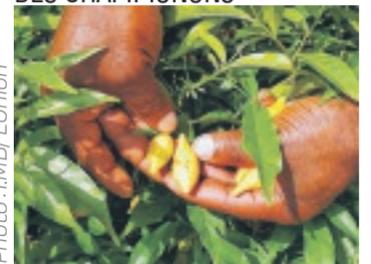
**Echange entre le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland.**

munauté anglophone, plusieurs journaux de la presse internationale perçoivent un malaise entre Libreville et Paris. "Riche en pétrole et en uranium, le Gabon, deux millions d'habitants, a longtemps constitué un pays clé pour la France sur le continent.

Aujourd'hui, l'Hexagone a perdu du terrain sur le plan économique au profit d'investisseurs, principalement asiatiques, qui ont repris des secteurs stratégiques", estime Le Point Afrique. Cependant, certains titres perçoivent cette adhésion comme

l'ouverture à de nouveaux marchés. De nouveaux investisseurs pourraient, par exemple, saisir les opportunités d'affaires qu'offre le Gabon et implanter leurs entreprises, et inversement. De quoi créer des emplois et réduire de ce fait le chômage.

Photo: IMB/L'Union



La holding allemande Atai Life Science a été introduite vendredi sur le Nasdaq. Sa spécialité : la recherche de traitement de la dépression et d'autres syndromes de stress grâce à des substances psychotiques. La start-up utilise ainsi l'ibogaïne, la kétamine, mais aussi la psilocybine, autrement dit les "champignons magiques", très populaires dans les années 70. Placée à un prix de 15 dollars, l'action a terminé la séance à un cours de 19,45 dollars après une progression de 30 %.

**TOURISME : LA FRANCE EN CAMPAGNE DE SÉDUCTION**



Photo: DR

Depuis deux semaines, le secrétaire d'Etat chargé du Tourisme, Jean-Baptiste Lemoyne, fait le tour des capitales européennes pour vanter la destination France cet été. Il a également rencontré des voyageurs des États-Unis, passés avec le Canada jeudi "au vert" signifiant qu'Américains et Canadiens vaccinés peuvent désormais venir en France. L'objectif est de capter la clientèle pour que la France garde sa place de première destination touristique mondiale, qui lui a rapporté, en 2019, 37 449 milliards FCFA (7,5 % du PIB).

**EBOLA : LA FIN DE L'ÉPIDÉMIE EN GUINÉE**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la Guinée ont officiellement annoncé ce samedi à Nzérékoré (sud-est de la Guinée) la fin de la deuxième épidémie d'Ebola dans ce pays, quelques mois après la réapparition de cette maladie. "J'ai l'honneur de prendre la parole en ce jour de déclaration de la fin de la maladie à virus Ebola" en Guinée, a déclaré un responsable de l'OMS, Alfred Ki-Zerbo, lors d'une cérémonie officielle à Nzérékoré où la maladie était réapparue fin janvier.

## L'œil de la rédaction

### MÉDIAS EN LIGNE : CITER LA SOURCE OFFICIELLE, UNE HABITUDE RARE

Hans NDONG MEBALE  
Libreville/Gabon

La réflexion sur l'éthique et la déontologie des médias en Afrique francophone et, particulièrement au Gabon, charrie moult interrogations. Dans un premier temps, est-ce parce que certains confrères, qui exercent cette profession aujourd'hui, ne sont pas passés par les voies officielles ? Plusieurs d'entre eux auraient-ils volontairement décidé de jeter aux oubliettes les règles journalistiques de base ? Car, une pratique devenue une habitude qui, depuis l'émergence de la presse en ligne et des médias sociaux, a réussi à gagner les rédactions.

Qu'il s'agisse des reportages, des analyses ou des comptes rendus, certains sites d'information qui reprennent des articles d'autres médias, dont le quotidien L'Union, oublient systématiquement de renvoyer le lecteur à la source d'où émane l'information, pourtant une des règles les plus élémentaires du métier. Ici, il ne s'agit pas de trahir la source qui nous donne une information exclusive, mais de citer celle (le média) sur laquelle on la reprend.

Ainsi, en citant la source, le média qui reprend l'information se protège, au cas où celle donnée serait fautive. Face à cette situation qui prospère dans le monde

de la presse au Gabon, l'application trop fréquente de l'adage selon lequel "qui cite sa source la tarit", met à mal une profession qui se veut noble. Ce constat de l'appropriation de l'information par certains médias est, hélas, visible sur des sites d'information bien connus du grand public au Gabon, bien que certains d'entre eux maintiennent l'exception. Au final, s'il est responsable de ne pas user de certains droits fondamentaux pour mettre fin à l'existence de ces "médias", il serait judicieux pour ces derniers de s'approprier la maîtrise des règles journalistiques de base. Sinon, c'est le plagiat qui serait érigé en règle !



Photo: DRI/L'Union